



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)

41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Tél : 05 61 14 80 11

ACCORD-CADRE n°2025-007 à 009

Mission de diagnostics portant sur les opérations immobilières de l'ENVT

*Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2,
R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique*

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES DE L'ACCORD-CADRE
(CCTP)**

Lot 3 : Diagnostics réglementaires (amiante, plomb, xylophages) avant travaux

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. DÉROULEMENT, SUIVI ET PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE	3
2.1 RÉUNION DE LANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE	3
2.2 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	3
2.3 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE (SI EXISTANT).....	3
2.4 ORGANISATION	4
ARTICLE 3. QUALIFICATION DU PERSONNEL.....	5
ARTICLE 4. GÉNÉRALITÉS.....	6
4.1 GÉNÉRALITÉS.....	6
4.2 NORMES ET RÈGLEMENTS	6
ARTICLE 5. CONTENU GENERAL DE LA MISSION.....	7
5.1 REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX (RAAT) OU AVANT DEMOLITION (RAAD).....	7
5.2 MISE A JOUR DES DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA).....	9
5.3 CAS DIAGNOSTICS DE REPERAGE AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUE (HPA) SUR LES VOIRIES :	9
5.4 DIAGNOSTIC PLOMB	10
5.5 DIAGNOSTIC XYLOPHAGES	11
ARTICLE 6. HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT	12
6.1 GÉNÉRALITÉS.....	12
6.2 AMIANTE.....	13
6.3 SÉCURITÉ	13
6.4 MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE	13
6.5 FORMATION, HABILITATION ET AUTORISATION DE CONDUITE.....	14

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCTP) portent sur la réalisation de diagnostics amiante, plomb et xylophages dans les bâtiments existants (classés ERP), concernés par les opérations immobilières de l'ENVT, décrites en préambule du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'Accord-Cadre.

L'accord-cadre régi par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) est un accord-cadre exécuté par bons de commande relatif notamment aux prestations de diagnostic suivantes :

Mission 1 : La mission de diagnostics et repérages amiante est constituée :

- De la réalisation du Repérage Amiante Avant Travaux (RAAT) ;
- De la réalisation du Repérage Amiante Avant Démolition (RAAD) ;
- De la mise à jour du Dossier Technique Amiante (Maj-DTA) ;
- De la réalisation d'Examen Visuel des Surfaces Traitées (EVST) ;
- De la réalisation de mesures d'empoussièrement après travaux (Restitution) ;

Mission 2 : La mission de diagnostics et repérages plomb est constituée :

- De la réalisation de repérage Plomb avant travaux ;
- De la réalisation de repérage avant démolition.

Mission 3 : La mission de diagnostics termites et xylophages est constituée :

- De la réalisation de recherche, d'examen visuel et de sondage

ARTICLE 2.DÉROULEMENT, SUIVI ET PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 **RÉUNION DE LANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

Dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la notification du marché, une réunion de démarrage est organisée par le Maître d'ouvrage sur le site de l'ENVT Toulouse avec l'ensemble des intervenants du Titulaire retenu. À l'issue de cette réunion, un compte-rendu est établi par le Maître d'ouvrage et un Plan de Prévention est initié par la maîtrise d'ouvrage.

2.2 **DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE**

Au moment de son intervention le titulaire devra communiquer les informations suivantes. La liste définie ci-après n'est pas exhaustive. Il convient au Titulaire de transmettre tout autre document qu'il juge nécessaire.

- La liste des personnels intervenants ainsi qu'un organigramme fonctionnel.
- La liste des sous-traitants,
- Nature du repérage,
- Date des diagnostics/prélèvements/visites,
- Nom de l'intervenant,

2.3 **DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE (SI EXISTANT)**

- Liste des contacts,
- Plans des bâtiments et locaux concernés,
- Rapport de diagnostics ou de repérages antérieurs.

- Certificats de consignation des réseaux (électriques, fluidiques, etc.) lorsque nécessaire,

2.4 ORGANISATION

2.4.1 PILOTAGE

Le Maître d'ouvrage prend contact auprès du Titulaire par mail pour déterminer une date d'intervention dans les conditions fixées par l'article 2.4.3 du CCTP.

Aucun changement de date ou d'horaire d'intervention pour une inspection en cours ne peut se faire sans l'autorisation expresse du Maître d'ouvrage.

2.4.2 ORGANISATION

Le Titulaire réalise habituellement les visites en jours ouvrés, dans la plage horaire de 8H00 à 17H00.

Exceptionnellement et afin de limiter la gêne occasionnée, le Maître d'ouvrage peut demander à ce que certaines visites soient réalisées en dehors des jours ouvrés et/ou en dehors de la plage horaire habituelle.

Cette prestation doit être effectuée en présence d'un représentant du Maître d'ouvrage.

Dans le but d'assurer un suivi de l'ensemble des visites effectuées sur les sites, le Titulaire tient à jour un tableau de suivi.

2.4.3 ETABLISSEMENT DES DEVIS POUR LES 3 TYPOLOGIES DE DIAGNOSTIC

Modalités de visite

Le Titulaire suite à une demande d'intervention exprimée par mail devra répondre sous maximum 5 jours ouvrés et proposer une date de visite au maximum 5 jours ouvrés suite à la demande exprimée par mail. Le Maître d'ouvrage aura la possibilité en cas d'incompatibilité d'agenda notamment de prolonger le délai de 5 jours ouvrés.

Devis suite à la visite

Le titulaire, suite à la visite aura l'obligation d'envoyer le devis sous maximum 5 jours ouvrés en fonction des prestations nécessaires au regard du BPU.

2.4.4 CALENDRIER ET DELAIS D'INTERVENTION

Le déroulé des missions sera le suivant :

- La commande est envoyée au Titulaire par courriel par le Maître d'ouvrage sur la base du devis communiqué ;
- Les visites techniques sont effectuées en présence sur site du Maître d'ouvrage, que le Titulaire devra solliciter pour toute demande et constituent le point de départ des délais de mission ;
- Le rapport (aucun rapport provisoire sera accepté sauf mention contraire fournie à la commande) est envoyé par courriel.
- Le Titulaire devra être en mesure de venir effectuer les prélèvements demandés dans les 5 jours ouvrés suivant la demande. Les délais d'exécution des prestations seront conformes aux délais indiqués dans le tableau ci-dessous.

Mission	Délai de remise des rapports si absence d'analyse (en jours ouvrés)	Délai de remise des résultats d'analyse brut (en jours ouvrés)	Délai de livraison des rapports si présence d'analyse (en jours ouvrés)
Repérage Amiante Avant Travaux (RAAT)	7 jours	7 jours	12 jours
Repérage Amiante Avant Démolition (RAAD)	7 jours	7 jours	12 jours
Mise à jour de Dossier Technique Amiante (DTA)	7 jours	7 jours	12 jours
Examen Visuel des Surfaces Traitées (EVST)	7 jours	Sans objet	
Mesures atmosphérique Deuxième restitution	Sans objet	5 jours	10 jours

Compte tenu de l'activité, certains locaux ne pourront être évacués totalement lors des prélèvements. Dans ce cas et en accord avec le Maître d'ouvrage, un phasage sera établi au plus tard 48 h avant la mission et le temps nécessaire au prélèvement sera réduit au strict minimum possible.

Les éventuels retards ou annulations de rendez-vous devront être signalés 48 h à l'avance par mail au commanditaire concerné par le repérage. Dans l'hypothèse où des locaux n'ont pas été accessibles du fait d'une occupation anormale et non réglable avec le référent de lieux, le Titulaire informera le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 3. QUALIFICATION DU PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à justifier de tous les agréments, accréditations, certifications et/ou habilitations nécessaires à la réalisation de ses prestations.

Les laboratoires d'analyses sont accrédités suivant les exigences réglementaires en vigueur au jour de la remise de l'offre.

Le Titulaire affecte des personnels qualifiés pour effectuer les missions qui leurs sont confiées. Le Titulaire atteste par écrit et nommément, de la qualification et de l'expérience de chacun des collaborateurs (personnel d'exécution et d'encadrement, bureau d'études) qu'il envisage d'affecter, pour la réalisation de la prestation. Le Maître d'ouvrage peut demander au Titulaire de remplacer un personnel dont la compétence ou la conduite n'est pas satisfaisante.

Le Titulaire met à la disposition de son personnel affecté à l'exécution de l'accord cadre tout moyen humain ou technique lui permettant de comprendre les directives, les consignes particulières et les règles de sécurité qui leur sont communiquées pour l'exécution des prestations. Les personnels affectés doivent également porter une tenue identifiable et le logo du Titulaire de façon visible.

Tout intervenant, expert ou sous-traitant participant à la mission s'engage à respecter une stricte confidentialité sur l'ensemble des informations transmises par le titulaire et mises à la disposition

de celui-ci, et plus particulièrement celles relatives aux unités et bâtiments qu'il est amené à connaître dans le cadre de la mission.

ARTICLE 4.GÉNÉRALITÉS

4.1 **GÉNÉRALITÉS**

Les prix unitaires du bordereau incluent notamment :

- Les démontages nécessaires à la réalisation des sondages, y compris le remontage des éléments déposés et le bouchage des trous dans le cadre des diagnostics réalisés.
- Le maintien en parfait état de propreté des zones d'intervention, des locaux, et des voies d'accès empruntées.
- Les protections nécessaires afin d'assurer la propreté des locaux et la protection des personnes.
- Les frais nécessaires aux prélèvements d'échantillons pour des analyses en laboratoire.
- L'utilisation d'Equipements de Protection Collective ou moyens d'accès (nacelle, échafaudage...)
- Les échafaudages, moyens de levage particuliers et la fourniture des certificats de conformité.
- Les frais nécessaires à la recherche de renseignements sur la nature et les caractéristiques des matériaux.
- Toutes les fournitures, tous frais de main-d'œuvre et autres sujétions.
- Tous frais de déplacement et de transport.
- Le coût de tous les matériels et matériaux utilisés et nécessaires à l'intervention du diagnostiqueur.
- Tous droits, impôts, taxes, assurances, frais généraux.
- D'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.
- Les frais de protection des travailleurs conformément à la législation du travail.
- La préparation des missions
- La visite de reconnaissance
- La fourniture des rapports

4.2 **NORMES ET RÈGLEMENTS**

4.2.1 **GENERAL**

Le Titulaire se conforme à la Réglementation Française applicable à la date d'exécution des interventions, code du travail, réglementation hygiène et sécurité, code de l'environnement, normes...

4.2.2 **PAR METIER**

Sauf indications contraires ou complémentaires au présent accord-cadre, le Titulaire doit toujours s'assurer du respect des règles de l'art et toutes les normes et réglementations en vigueur.

ARTICLE 5. CONTENU GENERAL DE LA MISSION

5.1 REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX (RAAT) OU AVANT DEMOLITION (RAAD)

Le repérage de l'amiante avant opérations dans les immeubles bâtis consiste à rechercher, identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante.

Ce repérage doit être réalisé conformément aux règles de l'art et à la norme NF X 46-020, qui définit le contenu, la méthode et les modalités de mission de repérage d'amiante dans les immeubles bâtis notamment dans les cas de repérages avant travaux.

La nature du repérage et des bâtiments ou ouvrages inspectés sont précisés à chaque bon de commande.

5.1.1 PRÉPARATION DE LA VISITE

L'opérateur de repérage doit :

- Analyser le programme détaillé des travaux fourni par le maître d'ouvrage afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.
- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation (avec les données nécessaires à la réalisation des travaux : surfaces...).
- Examiner les rapports de mission de repérage ou diagnostics existants et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le récolement des résultats.
- • S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation.
- • Etablir une stratégie d'échantillonnage qui détermine le nombre minimum de prélèvements à réaliser et leurs conditions de réalisation afin de garantir la sécurisation de la démolition de l'ensemble de l'ouvrage.

5.1.2 VISITE DE RECONNAISSANCE POUR FINALISER LE DEVIS

L'opérateur de repérage doit effectuer une visite de reconnaissance afin de :

- Définir les investigations approfondies non destructives nécessaires.
- Définir les investigations approfondies destructives ou les démontages particuliers permettant d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir l'amiante.
- Définir les surfaces qui devront être protégées pour la réalisation des sondages et des prélèvements.
-

Ces éléments sont formalisés dans un compte-rendu de visite de reconnaissance adressé au maître d'ouvrage sous 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande. Ce compte rendu comprend les zones de sondage qui ont été identifiées par un marquage approprié et indélébile « in situ ». L'opérateur de repérage indique également, dans ce rapport, sa stratégie d'intervention.

5.1.3 MISSION D'INSPECTION SUITE RECEPTION DU BON DE COMMANDE

5.1.3.1-Inspection visuelle

L'opérateur de repérage identifie les composants de la construction, de l'installation ou de l'équipement, puis inspecte les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante constitutifs de ces composants conformément à la réglementation. Si l'opérateur ne repère pas de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante dans le composant de la construction, il doit l'indiquer clairement dans son rapport.

L'ensemble de ces éléments doit être indiqué dans le rapport, ainsi que les caractéristiques et l'état de conservation des éléments renseignés : nature, localisation, forme, aspect, ...

5.1.3.2-Sondage

Les sondages doivent être effectués conformément à la réglementation pour les composants ou parties de composants figurant dans le programme de repérage. Les sondages doivent faire l'objet d'un marquage approprié et indélébile « in situ » avec un identifiant unique (numéro, code...). Suite aux sondages, les zones d'intervention sont aspirées au moyen d'un aspirateur à très haute efficacité et stabilisées au moyen d'un produit permettant la fixation des éventuelles fibres résiduelles. En complément, les composants sondés doivent être restaurés (remontés, refixés, fermés rebouchés, selon la situation) de manière à éviter tout risque de propagation de fibres.

Pour chaque sondage, une fiche récapitulative est réalisée contenant :

- La localisation du sondage dans le bâtiment, l'installation ou l'équipement.
- La localisation du sondage dans le composant.
- Une description des différentes couches/matériaux rencontrés.
- Les prélèvements effectués suite au sondage.
- Une planche photographique.

Les fiches établies sont annexées au rapport.

5.1.3.3-Prélèvements

Si l'opérateur de repérage ne dispose d'aucune information concernant les MPCA, ou s'il estime insuffisante la qualité des informations dont il dispose, il appartient à l'opérateur de repérage de d'effectuer des prélèvements en vue d'analyses, afin de pouvoir conclure sur la présence ou à l'absence d'amiante dans les matériaux ou les produits susceptibles d'en contenir.

L'opérateur définit sous sa seule responsabilité, parmi les matériaux repérés, ceux qui nécessitent un ou plusieurs prélèvements. Le nombre de prélèvements est représentatif des surfaces considérées et doit, sauf justification, être conforme aux prescriptions de l'annexe A de la norme NF X 46-020. Les prélèvements doivent être effectués conformément à la réglementation pour les composants ou parties de composants figurant dans le programme de repérage.

Les prélèvements doivent faire l'objet d'un marquage approprié et indélébile « in situ » avec un identifiant unique (numéro, code...). Chaque localisation de prélèvement est photographiée. Le cliché est annexé au rapport.

Suite aux prélèvements, les supports sont aspirés au moyen d'un aspirateur à très haute efficacité et stabilisés au moyen d'un produit permettant la fixation des éventuelles fibres résiduelles.

En complément, les supports doivent être restaurés de manière à éviter tout risque de propagation de fibres. L'opérateur de repérage doit transmettre au laboratoire la fiche d'accompagnement des prélèvements conformément à la réglementation.

5.1.3.4-RENDU DE LA MISSION

A l'issue du repérage, le Titulaire établit un rapport de mission de repérage sous 5 jours ouvrés. Le rapport doit faire apparaître un reportage photographique, qui identifie la zone où ont été réalisés les prélèvements.

Il est indiqué la présence ou non d'amiante pour chaque composant ou partie de composant figurant dans son compte-rendu de reconnaissance. Les fiches de sondages sont annexées au rapport.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis sous format informatique de type Excel et PDF.

5.2 MISE A JOUR DES DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

L'opérateur doit procéder aux actions suivantes :

Inspection Visuelle : Réaliser une inspection détaillée du site pour identifier les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, en tenant compte des travaux réalisés depuis la dernière mise à jour.

Analyse des Échantillons : Si nécessaire, prélever des échantillons de matériaux pour analyse en laboratoire afin de confirmer la présence d'amiante.

Mise à jour des Données : Actualiser les informations du DTA en intégrant les nouvelles données collectées sur la présence d'amiante, l'état des matériaux et leur localisation, concaténer l'ensemble des informations contenues dans les différents DDAT effectués, les opérations de désamiantage réalisées avec les preuves des éliminations des matériaux amiantés (BSDA : Bordereau de Suivi de Déchets Amiante).

Évaluation des Risques : Réévaluer les risques associés à l'amiante en fonction des nouvelles informations, en prenant en compte l'état des matériaux et les conditions d'accessibilité.

Plan d'Action : Si des matériaux contenant de l'amiante sont identifiés, élaborer un plan d'action pour leur gestion (surveillance, retrait, confinement).

Documentation : Mettre à jour et documenter toutes les actions entreprises, en s'assurant que le DTA soit facilement accessible pour les intervenants.

A l'issue de la mission, le Titulaire établit un rapport de DTA (Dossier Technique Amiante) avec sa fiche récapitulative sous 1 semaine.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, doit faire apparaître les résultats d'analyse des différents échantillons prélevés.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conformes à une règle de nommage définie par l'ENVV.

Le prestataire fournira également une synthèse en format Excel reprenant tous les DTA, les évaluations périodiques des matériaux amiantés, et les actions correctives de premier et second niveau.

5.3 CAS DIAGNOSTICS DE REPERAGE AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HPA) SUR LES VOIRIES :

Pour les missions portant sur des travaux ou démolition d'enrobés dont le recyclage pourra être envisagé, la recherche d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sera demandée au titulaire dès lors que l'ensemble des données existantes ne permet pas d'identifier ou non leur présence au préalable.

Cette recherche comprend le prélèvement de l'échantillon (agrégats et fragments d'enrobés + carotte d'enrobés), le rebouchage, l'analyse et le rapport final.

L'analyse de dosage quantitatif des Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les agrégats d'enrobés devra être réalisée par chromatographie en phase gazeuse selon la norme NF 15527, le dosage des HCT selon la norme NF EN 14039. Le dosage des HCT devra aussi être réalisé.

CAS PARTICULIER : DIAGNOSTICS ET REPERAGES AMIANTE AVANT TRAVAUX SUR TOITURE :

Dans le cadre des diagnostics avant travaux de réfection des étanchéités en toitures/casquettes, le Titulaire devra mobiliser un étancheur pour reboucher les prélèvements de l'ensemble des couches d'étanchéité susceptibles d'émettre des fibres d'amiante. Le prestataire retenu devra être habilité et intervenir selon les dispositions de la sous-section 4 du Code du Travail. La coordination de ces interventions et le respect du planning sont à la charge du Titulaire après accord du maître d'ouvrage.

Tous les coûts associés à un sinistre lié à une infiltration causée par un rebouchage défectueux seront associés à la pleine charge du Titulaire

Si l'accessibilité directe vers les terrasses et toitures n'est pas possible, les moyens d'accès pour les interventions de diagnostic situées en hauteur sont à la charge du Titulaire.

CAS PARTICULIER : DIAGNOSTICS ET REPERAGES AMIANTE NECESSITANT L'ANALYSE DE PLUSIEURS COUCHES DE MATERIAUX :

Dans le cadre de travaux nécessitant des percements ou des ouvertures traversantes, le maître d'ouvrage demande que les analyses prennent systématiquement en compte les différentes strates du support et que les résultats de ces prélèvements réalisés par carottages ou autre distinguant précisément les différentes couches analysées.

5.4 DIAGNOSTIC PLOMB

Le Titulaire doit réaliser un constat de risques d'exposition au plomb, sur des bâtiments destinés à être réhabilités, conformément aux dispositions indiquées dans l'annexe I de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Le diagnostic consiste à identifier, à partir d'enquête sur site, et à localiser les revêtements contenant du plomb, notamment la peinture, de manière exhaustive et précise dans les espaces où les travaux sont à réaliser. Le diagnostiqueur effectue sa mission conformément à la réglementation, aux recommandations applicables et là la règle de l'art.

5.4.1 PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE

L'opérateur de repérage doit :

- Analyser le programme détaillé des travaux fourni par le maître d'ouvrage afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.
- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation.
- Examiner les rapports de diagnostics existants et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le recoupement des résultats.

Les conclusions de cette analyse doivent faire l'objet d'un écrit.

5.4.2 VISITE DE RECONNAISSANCE AFIN DE FINALISER UNE OFFRE

L'opérateur de repérage doit effectuer une visite de reconnaissance afin :

- D'identifier les locaux, zones, revêtements concernés par la présence de plomb.
- De définir les Unités de diagnostic dans chaque local (plafond, mur, réseau de fluide, conduit...) devant faire l'objet de mesures et situées dans le périmètre des travaux.
- D'indiquer au MOA les moyens que celui-ci doit mettre à sa disposition.

Ces éléments sont formalisés dans un compte-rendu de visite de reconnaissance, adressé au MOA.

L'opérateur de repérage indique également, dans ce rapport, sa stratégie d'intervention.

5.4.3 MISSION DE REPÉRAGE SUITE A LA RECEPTION D'UNE COMMANDE

Pour chaque unité de diagnostic, le diagnostiqueur effectue les opérations suivantes :

- Mesurer les concentrations en plomb, à l'aide d'un analyseur portatif à fluorescence X. Les unités de diagnostic sont classées en fonction de leur concentration en plomb.
- Identifier les éléments en plomb métallique, tels que les canalisations, les feuilles

d'étanchéité, ...

5.4.4 RENDU DE LA MISSION

A l'issue du diagnostic, le Titulaire établit un rapport indiquant notamment :

- Par local, la liste et les résultats de l'ensemble des mesures (en mg/cm²) réalisées. Ces résultats sont à formaliser dans un tableau.
- Un plan schématisé du bâtiment avec la visualisation des unités de diagnostic contenant du plomb.
- Le classement des unités de diagnostics contenant du plomb (supérieures / inférieures au seuil).
- L'état de conservation du revêtement contenant du plomb.
- La liste des éléments en plomb métallique identifiés.
- Des photos des éléments contenant du plomb.
- Des commentaires éventuels.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, voir équipement ou installation le cas échéant, doit faire apparaître un reportage photographique, qui identifie la zone où ont été réalisées les inspections.

Il est indiqué la présence ou non de plomb pour chaque composant ou partie de composant figurant son compte-rendu de reconnaissance.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis en exemplaire informatique à l'unité administrative à l'origine de la demande. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de l'exemplaire informatique du rapport.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage définie par l'ENVt.

5.5 DIAGNOSTIC XYLOPHAGES

Les prestations devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 29 mars 2007 et de la Norme NF P03-201 de mars 2012.

Pour chaque unité de diagnostic, le diagnostiqueur effectue les opérations suivantes :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles
- Recherche visuelle des indices (galeries-tunnels, filaments, débris d'insectes ...) sur les sols, murs, cloisons et ensemble des bois
- Examen des produits cellulosiques non rattachés au bâti, recherche d'indices de consommation par les insectes, de dégradations dues aux champignons,
- Recherche et examen des zones favorables au développement des agents de dégradation biologique du bois (zones humides, branchements d'eau, arrivées et départ de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, etc.)
- Sondage des bois (Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois à l'aide d'outils appropriés).
- L'établissement du diagnostic termites conformément au modèle défini par l'arrêté du 29 mars 2007.

A l'issue du diagnostic, le Titulaire établit un rapport indiquant notamment :

- Désignation du bâtiment.
- Désignation du client.
- La désignation de l'opérateur économique.
- L'identification des bâtiments et parties du bâtiment visité et des éléments infestés ou ayant été infestés par des termites ou autres xylophages et ceux qui ne le sont pas.
- Identification des bâtiments et parties de bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justifications.
- Moyens d'investigations utilisées.
- Constatations diverses.
- Recommandations.

ARTICLE 6. HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

6.1 GÉNÉRALITÉS

Le Titulaire chargé de la réalisation des visites doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date des visites.

Le Titulaire concerné doit veiller à l'application stricte des dispositions d'hygiène et de sécurité et exercer une surveillance continue lors de ses interventions afin d'éviter tous accidents aux intervenants travaillant sur site ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le site et à celles qui sont étrangères à celui-ci.

Les visites devant être réalisées dans un établissement en activité, le Titulaire chargé de la réalisation de la prestation doit se conformer intégralement aux dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

De plus, il est également tenu de se conformer à toutes dispositions complémentaires utiles à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, demandées par la Direction Patrimoine et Logistique et le Service QHSE. La mise en œuvre et l'application de ces dispositions complémentaires sont à l'entière responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire est responsable de tous les accidents ou dommages causés par le fait d'une faute lors de ses interventions ou d'une faute commise par un de ses agents. Le Titulaire s'engage à garantir au pouvoir adjudicateur, la possibilité du maître d'ouvrage à établir un recours contre lui, en cas d'inobservation de ses obligations.

6.2 AMIANTE

6.2.1 Dossiers techniques amiantes et diagnostic amiante avant travaux

Au titre de l'Article R.4511-8 du Code du Travail, le maître d'ouvrage s'engage à informer le titulaire de toute présence suspecte ou avérée d'amiante et de lui transmettre les rapports de diagnostic amiante avant travaux et dossiers technique amiante antérieurs.

6.2.2 Interventions sur des matériaux, matériels ou équipements susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante

Le Titulaire dispose d'une certification selon les normes en vigueur permettant d'effectuer des prélèvements sur des éléments amiantés.

6.2.3 Protection des travailleurs

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions définies dans le Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et les décrets n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et n° 2013- 594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

6.3 SÉCURITÉ

Les agents du Titulaire doivent porter une carte d'identité professionnelle et une tenue permettant d'identifier clairement l'entreprise.

Ils doivent utiliser les accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs interventions et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

Le Titulaire doit informer ses agents des diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et doit s'assurer de leur respect.

Il doit informer au plus vite le maître d'ouvrage, de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des personnes.

Si un fait anormal lié aux diagnostics, vient à se produire, toutes les dispositions doivent être prises, par le responsable technique du STL, le responsable de l'unité concernée ou leurs représentants respectifs, pour suspendre l'opération et pour en informer immédiatement le Titulaire.

6.4 MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Sauf dispositions contraires, le Titulaire fournit les équipements de protection individuelle définis dans le plan de prévention et nécessaires à la réalisation des prestations, y compris pour les opérations effectuées en zone réglementée/confinée. Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants fournissent à leurs personnels intervenants les EPI nécessaires.

Le Titulaire doit utiliser son propre matériel. Le prêt de matériel au Titulaire par le personnel du maître d'ouvrage est formellement interdit. Seules sont fournies par le maître d'ouvrage les EPI nécessaires lors de l'accès dans certaines zones spécifiques.

6.5 FORMATION, HABILITATION ET AUTORISATION DE CONDUITE

Le Titulaire et ses sous-traitants font intervenir des personnels formés sur les précautions à prendre pour assurer leur protection et celle des autres travailleurs présents. Le titulaire reçoit les consignes de déclaration d'accès aux zones à régime restrictif (ZRR) ainsi que les autorisations d'accès à ces zones après la notification du marché. Les contraintes d'accès en ZRR seront à respecter selon les consignes du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire et ses sous-traitants fournissent au Maître d'ouvrage les justificatifs exigés par la réglementation et tous les autres justificatifs demandés dans le plan de prévention.